



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

07/07/2021

Rapport au Bureau National - 7 juillet 2021

Chères camarades, chers camarades,

Avant d'aborder l'analyse de la situation économique et sociale de la France depuis les dernières étapes du déconfinement, je reviendrai sur les élections régionales et départementales des 20 et 27 juin.

Les élections ont été marquées par un taux record d'abstentions (66%), taux encore plus massif dans les localités et les quartiers populaires : Vaulx en Velin 85,34% (banlieue de Lyon), à Saint Denis 73,50%. L'abstention atteint 87% chez les jeunes de 18 à 24 ans et 83% pour les 25-34 ans. Quand celles et ceux qui sont les forces vives d'un pays ne font plus confiance à personne la situation est préoccupante

Ces chiffres font mesurer l'ampleur du rejet de la politique. L'offensive du capital pour remodeler, transformer la société française dans le seul but d'accroître ses profits, l'aggravation de la régression sociale, la casse de l'industrie, les licenciements massifs, le chômage de masse sont des causes de ce rejet. Ce sont en premier lieu les travailleurs, le peuple, les jeunes qui sont les plus touchés, ce qui entraîne cette forte abstention.

Les partis de droite, LR et LREM, le capitalisme sait qu'il peut compter sur eux. Le RM est apparu pour ce qu'il est un parti : un parti au service du capital. Le PS, EELV, Le PCF, LFI parlent de tout changer mais sans remettre en cause le capitalisme, ils veulent le réformer le rendre plus social, plus humain.

Ces partis ils les connaissent, pourquoi aller voter pour eux : ça ne changera rien, ils en ont fait l'expérience.

Entre les deux tours, tous les partis politiques, relayés par les médias, ont alerté sur la « *Bérézina de la démocratie* », « *la rupture de la démocratie* », « *le malaise de la démocratie* », « *le désengagement démocratique* ».

Les élections en France ne sont pas démocratiques, les modes de scrutin des différentes élections ne sont pas démocratiques, la désignation des candidats n'est pas démocratique. Chaque scrutin cautionne des combinaisons électorales au service des partis politiques qui une fois élus font la politique au service du capital.

Pendant cette campagne, nous avons fait le clair sur les véritables enjeux de ces élections que tous les partis politiques se sont acharnés à masquer. Nous avons été les seuls, en tant que parti politique, à dénoncer le véritable objectif du capital au travers de ces élections.

La course à la présidentielle est lancée : Xavier Bertrand est entré en campagne dès le soir des résultats. Wauquiez et Péresse ont affiché leur volonté de compter dans la course à l'Élysée. Le PS entend devenir "*la force motrice*" des alliances à gauche pour 2022.

Il s'agit une fois de plus de capter le mécontentement, la colère pour les dévier. Quel avenir pour Emmanuel Macron, Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez, Marine Le Pen, Valérie Péresse, quid d'EELV, du PS, De LFI ? Lequel de tous ceux-là jouera le rôle essentiel ? Une chose est sûre : le capitalisme compte sur tout ce monde pour assurer la continuité de sa domination. Le capital choisira ses représentants suivant les besoins du moment

Notre Parti est le seul en France qui lutte contre ce genre d'opération.

Les régionales passées Macron veut accélérer les réformes et appliquer jusqu'au bout la politique que lui dicte le capital. Il repart à l'offensive sur le terrain économique et social. Il a prévenu : « *ce ne sera pas un été en pente douce ...je vais prendre des décisions, certaines difficiles* », il précise qu'il reformera « *jusqu'au bout pour les mener à bien et projeter la France dans le monde d'après* ». Programme pas si facile que ça à appliquer. Avant la pandémie les réformes ont déclenché des manifestations, des luttes qui ont été les plus importantes des dernières années. Le

capital et le gouvernement craignent par-dessus tout, les luttes. Ils savent que les salariés, le peuple, sont le nombre, qu'ils sont une force immense.

Ils ont réparti les rôles : E. Borne se charge de la réforme de l'assurance chômage, Macron « *de la mère des réformes* » : la réforme des retraites, il cherche l'angle d'attaque pour la faire passer partiellement en inscrivant la prolongation de la durée du travail dans le prochain projet de loi de finances de la Sécurité Sociale, le système à point (qui n'est pas enterré) sera inscrit au menu des réformes du prochain quinquennat.

Rapidement, après les élections, Macron et son gouvernement, ont lancé une opération de communication sur « *le retour de la prospérité* ».

B. Le Maire se félicite de la reprise économique qui selon lui tient bon sur le long terme. La Banque de France, annonce que « la croissance de l'économie française pourrait atteindre 5,75 % à la fin de l'année, au lieu des 5,5 % prévus il y a trois mois. Un chiffre nettement supérieur à celui de la moyenne de la zone euro, qui s'établit à 4,6 », pour l'INSEE, le rebond de l'économie française pourrait atteindre 6% en 2021.

Les entreprises capitalistes, grâce aux mesures de soutien, ont pu dans leur grande majorité conserver une trésorerie confortable : alors que la dette brute a atteint 224 milliards d'euros fin 2020, les entreprises capitalistes françaises ont 215 milliards d'euros en banque. Seules 6 % à 7 % d'entre elles sont considérées comme étant dans une situation de fragilité financière.

Revers de la médaille de ce dynamisme retrouvé : les difficultés d'approvisionnement apparues cet hiver dans l'industrie, notamment du côté des semi-conducteurs, touchent aujourd'hui près d'une entreprise sur deux. Matériaux, bois, produits électriques, chimiques, et mêmes produits agroalimentaires manquent. Ces pénuries qui sont loin de se résorber, alimentent la hausse des prix, l'inflation, selon la Banque de France, pourrait atteindre 1,5 % en 2021. L'augmentation du prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, des produits de première nécessité grève le budget de la population, pas celui des entreprises qui répercutent cette augmentation sur le prix de vente.

Le ministre de l'économie avertissait il y a quelques mois qu'il faudra vingt ans pour rembourser la dette Covid. Problème que n'auront pas les groupes capitalistes français, les profits financiers de l'ensemble du CAC 40 n'est plus qu'à une encablure de son record absolu.

La reprise économique bénéficie aux capitalistes, pas au peuple.

Pour les salariés, les jeunes, les retraités : l'avenir est plus sombre

Fermetures d'entreprises, chômage, licenciement, baisse des salaires, des allocations, sont le quotidien pour beaucoup d'entre eux.

La réindustrialisation de la France, les relocalisations des entreprises sont devenues le leitmotiv de Macron et de ses ministres. Dans le cadre du Plan de relance le gouvernement a décidé d'allouer plus de 35 milliards à l'industrie pour favoriser sa relocalisation. Plan pas encore suivi d'effet : les entreprises du CAC 40 ne réalisent que 22% de leur activité en France, seule 1 entreprise capitaliste sur 6 est prête à relocaliser sa production en France.

Les délocalisations continuent avec l'accord de l'Etat : Peugeot a délocalisé fin 2020, la conception de sa nouvelle gamme en Inde, en avril 2021 c'est la production d'un des moteurs à essence de sa gamme qui est délocalisée sur un site en Hongrie ; Michelin ferme des usines en France et il délocalise en Inde.

Avant le covid 19, 6 chômeurs sur 10 n'étaient pas indemnisés et 1,6 millions de jeunes n'étaient ni en emploi, ni en étude, ni en formation.

Selon les chiffres du ministère du travail, et de l'INSEE, publiés le 25 juin, 134 100 chômeurs de catégorie A ont retrouvé un emploi en mai, il en reste encore 3,729 millions, soit 245 000 de plus qu'avant le début de la pandémie. Les catégories B et C enregistrent une hausse de plus de 95 000 demandeurs d'emploi (+4,4%), hausse due au basculement de la catégorie A vers les deux autres.

Ce qui revient à dire que les emplois proposés sont en grande partie des temps partiels imposés. Les entreprises qui avec la reprise de l'économie retrouvent un niveau élevé de production imposent des heures supplémentaires - de plus en plus fréquemment non rémunérées- avant d'embaucher sur des contrats précaires ou en intérim.

Surtravail, précarité, intérim et salaires bloqués, pour les uns, augmentation des profits, des bénéfices pour les autres. La prospérité n'est pas pour tout le monde. Les reculs sociaux ne s'arrêtent pas.

Avec cette politique la situation des salariés, du peuple va encore se détériorer, les inégalités se creuser d'avantage, les riches seront de plus en plus triches, les pauvres de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux

La « reprise économique », le retour à la « prospérité », montrent comment le capitalisme partage les richesses !!!

Pour permettre un développement économique et social au service des travailleurs, des salariés et du peuple, il n'y a pas d'autre moyen que d'arracher aux multinationales capitalistes les richesses créées par les travailleurs et qu'elles s'accaparent.

Pendant la pandémie, les luttes n'ont pas arrêté, luttes de plus en plus larges des travailleurs, des retraités, des chômeurs, de la jeunesse dont l'avenir est en cause.

Luttes pour des augmentations de salaires dans de nombreuses entreprises. Luttes dans tout le pays : dans les entreprises, dans l'ensemble des services publics - les hôpitaux, l'énergie, la poste, la SNCF, les finances, contre la casse des services publics, pour leur développement et leur renationalisation.

Luttes pour la préservation de l'activité industrielle et la sauvegarde de l'emploi, luttes de plusieurs semaines à MBF dans le jura, à la Sam en Aveyron et à la SBFM dans le Morbihan.

Luttes dans les centrales thermiques, pour l'emploi et la sauvegarde de l'outil industriel : à Gardanne depuis décembre 2018, à Cordemais où les salariés se battent pour un projet qui permettrait de préserver 1000 emplois.

Dans le commerce : luttes contre les plans sociaux, les restructurations, les réorganisations, les baisses des effectifs.

Luttes à Usine d'Arc (Arques – Pas de Calais) contre la suppression de postes, augmentation des cadences, contre le recours à des travailleurs intérimaires mis sur les chaînes sans aucune formation.

Le 15 juin grève et manifestation des salariés du service public, le 22 juin la journée nationale d'action et de manifestations interprofessionnelles.

Les attaques sont globales, les salariés, les chômeurs, les jeunes, les retraités subissent tous les mêmes attaques. De plus en plus de syndiqués prennent consciences que c'est tous ensemble qu'il faut lutter, et demande aux dirigeants CGT de prendre leurs responsabilités. Des syndicats CGT appellent à la convergence des luttes, et interviennent auprès de la confédération pour qu'elle lance des actions nationales.

Un syndicat de lutte de classes, luttant contre le capital est une exigence. C'est une nécessité absolue de développer partout, de plus en plus fort les luttes économiques et sociales dans les entreprises, contre la régression, l'exploitation, de faire converger les luttes pour leur donner plus de force pour stopper Macron et le capital et inverser le rapport des forces.

On sait l'importance de la convergence des luttes. Les luttes économiques et sociales sont irremplaçables, mais elles ne suffisent pas pour battre le capitalisme. Tant que le capitalisme détient le pouvoir, il repart à l'attaque contre les acquis du peuple, pour exploiter toujours plus. La lutte politique est centrale, pour faire changer les choses, pour donner à comprendre ce qui se passe, le pourquoi des décisions prises et qui les prend

Nous sommes les seuls à démontrer qu'il est possible de faire une autre politique, qu'il est possible de changer de société à condition de s'attaquer au capitalisme.

La lutte politique contre le capitalisme est la seule solution pour permettre un développement économique et social au service du peuple.

Avec la fin du confinement et des limitations de déplacement nous avons repris les réunions de cellules en présence, les diffusions de tracts dans les entreprises, sur les marchés ; les collages d'affiches sur les panneaux.

Les cartes ont été remises à tous les adhérents.

Pour mener la bataille idéologique et politique nous avons notre site avec l'hebdo, le journal, la fiche économique et sociale, le bulletin international, les tracts.

Si les conditions actuelles ont rendu la bataille politique plus compliquée, l'engagement des militants a permis que la vie du parti n'en soit pas affectée, je l'ai dit les réunions de cellules, les débats, se sont tenus, les contacts avec les adhérents isolés ou dans l'incapacité de se déplacer ont été maintenus. Les réunions du BN et du CN, des collectifs ont gardées leur périodicité.

Nous avons été retardés dans nos initiatives en direction des entreprises, des jeunes. C'est à l'ordre du jour de plusieurs de nos cellules.

Pour mener la bataille nous avons besoin de nous renforcer, on se bat partout mais on n'est pas assez nombreux. On a fait des adhésions et on en fait encore mais il faut aller plus loin.

Pour mener la bataille il nous faut des moyens financiers à la hauteur de nos objectifs. L'argent on le prend où ? il vient seulement des cotisations des adhérents et de la souscription. Nous devons porter une attention toute particulière à ces questions.

Je vous propose d'avoir un échange sur notre activité pendant ces 2 mois de vacances.

Voilà chère et cher camarades ce que j'étais chargé de vous rapporter.